

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

ÉQUIPEMENTS THERMIQUES

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques
et de génie climatique
(Ouvriers, employés,
techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements
thermiques et de climatisation
(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

ACCORD DU 10 DÉCEMBRE 2009

RELATIF À LA RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION VERSÉE
AU FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS
NOR : *ASET1050325M*
IDCC : *998*

PRÉAMBULE

Les signataires du présent accord soulignent l'importance qu'ils attachent à la formation professionnelle considérant qu'elle constitue un moyen de développement de l'emploi et de l'évolution professionnelle des salariés.

Ils rappellent ensuite que l'article 15 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 a ouvert la voie à la création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), destiné à assurer la formation de certains salariés et demandeurs d'emploi, et que l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 ainsi que la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie en ont précisé les dispositions.

Ils constatent que celles-ci stipulent que le financement de ce fonds est assuré par les contributions des entreprises calculées sur la base de leur obligation légale de formation, en appliquant un pourcentage compris entre 5 % et 13 %, et notent que ce pourcentage sera fixé chaque année par arrêté ministériel, sur proposition des organisations représentatives d'employeurs et de salariés, au niveau national et interprofessionnel.

Ils constatent en outre que les sommes imputables au titre du plan de formation et au titre de la professionnalisation sont déterminées par un accord de branche ou un accord collectif, conclu entre les organisations syndicales de salariés et d'employeurs signataires de l'accord constitutif d'un organisme collecteur paritaire agréé interprofessionnel et que, à défaut d'accord, ces sommes seront calculées en appliquant le pourcentage mentionné à l'alinéa précédent de manière identique à chacune de ces participations.

Ils notent enfin que les pourcentages appliqués respectivement au titre du plan de formation et de la professionnalisation sont susceptibles d'être encadrés par voie réglementaire.

En conséquence, ils conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale des ouvriers et ETAM de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique et de la convention collective des cadres, ingénieurs et assimilés des entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation.

Article 2

Répartition de la contribution

La somme globale due par les entreprises de moins de 10 salariés et de 10 salariés et plus, en vue du financement du FPSPP, calculée sur la base de leur contribution au plan de formation et à la professionnalisation, sera répartie à parts égales et donc s'imputera à hauteur de :

- 50 % au titre du plan de formation ;
- 50 % au titre de la professionnalisation.

Article 3

Le présent accord est conclu pour 1 an à compter de sa signature.

Article 4

Conformément à la loi du 4 mai 2004, les entreprises ne pourront déroger au présent accord, qui revêt un caractère impératif.

Article 5

Toute organisation syndicale représentative au niveau national qui ne serait pas signataire du présent accord pourra y adhérer ultérieurement, dans les conditions prévues par le code du travail. Elle devra également en informer, par lettre recommandée, toutes les autres parties signataires.

Article 6

Le présent accord sera notifié, par lettre recommandée, à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau national, conformément au droit du travail. La date de cette notification sera le départ du délai d'opposition, en application de la loi du 4 mai 2004.

Article 7

Les formalités de dépôt seront effectuées conformément aux dispositions légales, selon les nouvelles procédures simplifiées en vigueur depuis le 1^{er} juin 2005, en vue de l'extension.

Fait à Paris, le 10 décembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEDENE.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.